



REPUBBLICA DI SAN MARINO

DECRETO CONSILIARE 28 GENNAIO 2015 n.9

**Noi Capitani Reggenti
la Serenissima Repubblica di San Marino**

*Visto il combinato disposto dell'articolo 5, comma 3, della Legge Costituzionale n.185/2005 e dell'articolo 11, comma 2, della Legge Qualificata n. 186/2005;
Vista la delibera del Consiglio Grande e Generale n.11 del 21 gennaio 2015;
ValendoCi delle Nostre Facoltà;
Promulghiamo e mandiamo a pubblicare:*

**RATIFICA DEL PROTOCOLLO N.16 ALLA CONVENZIONE DI
SALVAGUARDIA DEI DIRITTI DELL'UOMO E DELLE LIBERTÀ
FONDAMENTALI DEL CONSIGLIO D'EUROPA**

Articolo Unico

Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo n.16 della Convenzione di Salvaguardia dei Diritti dell'Uomo e delle Libertà Fondamentali del Consiglio d'Europa, fatto a Strasburgo il 2 ottobre 2013, (Allegato A), e alla relativa dichiarazione fatta ai sensi dell'articolo 10, del Protocollo (Allegato B) a decorrere dall'entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 8 del Protocollo medesimo.

Dato dalla Nostra Residenza, addì 28 gennaio 2015/1714 d.F.R

I CAPITANI REGGENTI
Gian Franco Terenzi – Guerrino Zanotti

**IL SEGRETARIO DI STATO
PER GLI AFFARI INTERNI**
Gian Carlo Venturini

**Protocole n° 16
à la Convention de sauvegarde
des Droits de l'Homme
et des Libertés fondamentales**

Strasbourg, 2.X.2013

Préambule

Les Etats membres du Conseil de l'Europe et les autres Hautes Parties contractantes à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 (ci-après dénommée « la Convention »), signataires du présent Protocole,

Vu les dispositions de la Convention, notamment l'article 19 établissant la Cour européenne des droits de l'homme (ci-après dénommée « la Cour ») ;

Considérant que l'extension de la compétence de la Cour pour donner des avis consultatifs renforcera l'interaction entre la Cour et les autorités nationales, et consolidera ainsi la mise en œuvre de la Convention, conformément au principe de subsidiarité ;

Vu l'Avis n° 285 (2013) adopté par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 28 juin 2013,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1

- 1 Les plus hautes juridictions d'une Haute Partie contractante, telles que désignées conformément à l'article 10, peuvent adresser à la Cour des demandes d'avis consultatifs sur des questions de principe relatives à l'interprétation ou à l'application des droits et libertés définis par la Convention ou ses protocoles.
- 2 La juridiction qui procède à la demande ne peut solliciter un avis consultatif que dans le cadre d'une affaire pendante devant elle.
- 3 La juridiction qui procède à la demande motive sa demande d'avis et produit les éléments pertinents du contexte juridique et factuel de l'affaire pendante.

Article 2

- 1 Un collège de cinq juges de la Grande Chambre se prononce sur l'acceptation de la demande d'avis consultatif au regard de l'article 1. Tout refus du collège d'accepter la demande est motivé.
- 2 Lorsque le collège accepte la demande, la Grande Chambre rend un avis consultatif.
- 3 Le collège et la Grande Chambre, visés aux paragraphes précédents, comprennent de plein droit le juge élu au titre de la Haute Partie contractante dont relève la juridiction qui a procédé à la demande. En cas d'absence de ce juge, ou lorsqu'il n'est pas en mesure de siéger, une personne choisie par le Président de la Cour sur une liste soumise au préalable par cette Partie siège en qualité de juge.

Article 3

Le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe et la Haute Partie contractante dont relève la juridiction qui a procédé à la demande ont le droit de présenter des observations écrites et de prendre part aux audiences. Le Président de la Cour peut, dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, inviter toute autre Haute Partie contractante ou personne à présenter également des observations écrites ou à prendre part aux audiences.

Article 4

- 1 Les avis consultatifs sont motivés.
- 2 Si l'avis consultatif n'exprime pas, en tout ou en partie, l'opinion unanime des juges, tout juge a le droit d'y joindre l'exposé de son opinion séparée.
- 3 Les avis consultatifs sont transmis à la juridiction qui a procédé à la demande et à la Haute Partie contractante dont cette juridiction relève.
- 4 Les avis consultatifs sont publiés.

Article 5

Les avis consultatifs ne sont pas contraignants.

Article 6

Les Hautes Parties contractantes considèrent les articles 1 à 5 du présent Protocole comme des articles additionnels à la Convention, et toutes les dispositions de la Convention s'appliquent en conséquence.

Article 7

- 1 Le présent Protocole est ouvert à la signature des Hautes Parties contractantes à la Convention, qui peuvent exprimer leur consentement à être liées par :
 - a la signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation ; ou
 - b la signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation.
- 2 Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 8

- 1 Le présent Protocole entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle dix Hautes Parties contractantes à la Convention auront exprimé leur consentement à être liées par le Protocole conformément aux dispositions de l'article 7.
- 2 Pour toute Haute Partie contractante à la Convention qui exprimera ultérieurement son consentement à être liée par le présent Protocole, celui-ci entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de l'expression de son consentement à être liée par le Protocole conformément aux dispositions de l'article 7.

Article 9

Aucune réserve n'est admise aux dispositions du présent Protocole au titre de l'article 57 de la Convention.

Article 10

Chaque Haute Partie contractante à la Convention indique, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, au moyen d'une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, quelles juridictions elle désigne aux fins de l'article 1, paragraphe 1, du présent Protocole. Cette déclaration peut être modifiée à tout moment de la même manière.

Article 11

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil de l'Europe et aux autres Hautes Parties contractantes à la Convention :

- a toute signature ;
- b le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation ;
- c toute date d'entrée en vigueur du présent Protocole conformément à l'article 8 ;
- d toute déclaration faite en vertu de l'article 10 ; et
- e tout autre acte, notification ou communication ayant trait au présent Protocole.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Strasbourg, le 2 octobre 2013, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe et aux autres Hautes Parties contractantes à la Convention.

**Protocollo n. 16 alla Convenzione per la
salvaguardia dei diritti dell'uomo e
delle libertà fondamentali**

Preambolo

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa e le altre Alte Parti contraenti della Convenzione per la Salvaguardia dei Diritti dell'Uomo e delle Libertà Fondamentali, firmata a Roma il 4 novembre 1950 (qui di seguito denominata «la Convenzione»), firmatari del presente Protocollo,

Viste le disposizioni della Convenzione e, in particolare, l'articolo 19 che istituisce la Corte Europea dei Diritti dell'Uomo (qui di seguito denominata «la Corte»),

Considerato che l'ampliamento delle competenze della Corte per fornire pareri consultivi rafforzerà ulteriormente l'interazione fra la Corte e le autorità nazionali e, dunque, l'attuazione della Convenzione conformemente al principio di sussidiarietà,

Visto il Parere n. 285 (2013) adottato dall'Assemblea Parlamentare del Consiglio d'Europa il 28 giugno 2013,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1

1 Le corti e i tribunali supremi di un'Alta Parte contraente, così come specificato in conformità all'articolo 10, possono richiedere alla Corte di fornire pareri consultivi riguardanti questioni di principio relative all'interpretazione o applicazione dei diritti e delle libertà definiti nella Convenzione o nei suoi protocolli.

- 2 La corte o il tribunale richiedente può richiedere un parere consultivo soltanto nell'ambito di un giudizio pendente dinanzi a tale corte o tribunale.
- 3 La corte o il tribunale richiedente deve fornire una motivazione ragionata della richiesta, nonché esporre il contesto di fatto e di diritto della causa pendente.

Articolo 2

- 1 Un collegio di cinque giudici della Grande Sezione decide se accettare la richiesta di parere consultivo in conformità all'articolo 1. Il collegio deve motivare l'eventuale mancata accettazione di una richiesta.
- 2 Se il collegio accetta la richiesta, la Grande Sezione formula il parere consultivo.
- 3 Il collegio e la Grande Sezione di cui ai precedenti paragrafi comprendono, d'ufficio, il giudice eletto in relazione all'Alta Parte contraente a cui appartiene la corte o il tribunale richiedente. In caso di assenza di tale giudice, o se egli non è in grado di svolgere la sua funzione, siede in qualità di giudice una persona scelta dal Presidente della Corte su una lista presentata previamente da quella Parte.

Articolo 3

- 1 Il Commissario per i Diritti Umani del Consiglio d'Europa e l'Alta Parte contraente a cui appartiene la corte o il tribunale richiedente hanno il diritto di presentare osservazioni per iscritto e di partecipare alle udienze. Nell'interesse di una corretta amministrazione della giustizia, il

Presidente della Corte può invitare anche ogni altra Alta Parte contraente o persona a presentare osservazioni per iscritto o a partecipare alle udienze.

Articolo 4

- 1 Devono essere fornite delle motivazioni per i pareri consultivi.
- 2 Se il parere consultivo non rappresenta, interamente o in parte, l'opinione unanime dei giudici, qualsiasi giudice ha il diritto di esprimere un parere separato.
- 3 I pareri consultivi sono comunicati alla corte o al tribunale richiedente e all'Alta Parte contraente a cui appartiene la corte o il tribunale.
- 4 I pareri consultivi sono pubblicati.

Articolo 5

I pareri consultivi non sono vincolanti.

Articolo 6

Le Alte Parti contraenti considereranno le disposizioni degli articoli 1-5 del presente Protocollo come articoli aggiuntivi alla Convenzione, e tutte le disposizioni della Convenzione si applicheranno di conseguenza.

Articolo 7

- 1 Il presente Protocollo è aperto alla firma delle Alte Parti contraenti della Convenzione, che possono esprimere il loro consenso a esservi vincolate:
 - a. con firma senza riserva di ratifica, accettazione o approvazione; o
 - b. con firma soggetta a ratifica, accettazione o approvazione, seguita da ratifica, accettazione o approvazione;
- 2 Gli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 8

- 1 Il presente Protocollo entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di tre mesi a decorrere dalla data alla quale dieci Alte Parti contraenti della Convenzione avranno espresso il proprio consenso a essere vincolate dal Protocollo, conformemente alle disposizioni dell'articolo 7.
- 2 Per ogni Alta Parte contraente della Convenzione che esprime successivamente il proprio consenso ad essere vincolata dal presente Protocollo, questo entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di tre mesi a decorrere dalla data in cui è stato espresso il consenso ad essere vincolata dal Protocollo conformemente alle disposizioni dell'articolo 7.

Articolo 9

Non è ammessa alcuna riserva alle disposizioni del presente Protocollo in virtù dell'articolo 57 della Convenzione.

Articolo 10

Al momento della firma o al deposito del proprio strumento di ratifica, accettazione, approvazione, mediante una dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, ogni Alta Parte contraente della Convenzione indica le corti o i tribunali designati ai fini dell'articolo 1, paragrafo 1, del presente Protocollo. Tale dichiarazione può essere modificata in qualsiasi data successiva e nello stesso modo.

Articolo 11

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri del Consiglio d'Europa e alle altre Alte Parti contraenti della Convenzione:

- a. qualsiasi firma;
- b. il deposito di qualsiasi strumento di ratifica, accettazione o approvazione;
- c. qualsiasi data di entrata in vigore del presente Protocollo in conformità all'articolo 8;
- d. qualsiasi dichiarazione resa conformemente all'articolo 10; e
- e. qualsiasi altro atto, notifica o comunicazione relativi al presente Protocollo.

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tal fine, hanno firmato il presente Protocollo.

Fatto a [Strasburgo], il [2] [ottobre 2013], in francese e in inglese, i due testi facenti ugualmente fede, in un unico esemplare che verrà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne invierà una copia certificata conforme a ciascuno Stato Membro del Consiglio d'Europa e alle altre Alte Parti contraenti della Convenzione.

Déclaration

“Conformément à l’art. 10 du Protocole n° 16 à la Convention de sauvegarde des Droits de l’Homme et des Libertés fondamentales du Conseil de l’Europe, la République de Saint-Marin déclare que la juridiction désignée aux fins de l’article 1, paragraphe 1, du présent Protocole est le Tribunale de Saint-Marin”.

DICHIARAZIONE

“Ai sensi dell’art. 10 del Protocollo n. 16 alla Convenzione di Salvaguardia dei Diritti dell’Uomo e delle Libertà fondamentali del Consiglio d’Europa, la Repubblica di San Marino dichiara che la giurisdizione designata ai fini dell’art. 1, paragrafo 1 del presente Protocollo è quella del Tribunale della Repubblica di San Marino”.